

Conditions Générales d'Utilisation



TOUTE UTILISATION EFFECTUEE A QUEL QUE TITRE QUE CE SOIT DU SITE INTERNET IMPLIQUE OBLIGATOIREMENT L'ACCEPTATION SANS RESERVE, PAR L'UTILISATEUR, DES PRESENTES CONDITIONS GENERALES D'UTILISATION (CGU).

ARTICLE 1. OBJET

La société OCODE (*ci-après « OCODE »*) édite et exploite le site internet accessible à l'adresse suivante <https://www.o-code.co/> (*ci-après « la Plateforme »*).

Les présentes Conditions Générales d'Utilisation conclues entre OCODE (*OCODE, Société par actions simplifiée, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de La Roche-Sur-Yon sous le numéro 822 879 128, dont le siège social est situé 322 B route du Puy Charpentreau, 85000 LA ROCHE-SUR-YON*) et l'Utilisateur ont pour objet de fixer les dispositions contractuelles relatives aux droits et obligations respectifs des Parties dans le cadre de l'utilisation de la Plateforme.

ARTICLE 2. DEFINITIONS

Les termes, mentionnés ci-dessous, ont dans les présentes Conditions Générales d'Utilisation, la signification suivante :

- « **Conditions Générales d'Utilisation** » ou « **CGU** » ou « **Contrat** » : désigne les présentes conditions contractuelles mises à disposition sur la page d'accueil de la Plateforme afin d'encadrer l'utilisation de celle-ci par tout Utilisateur ;
- « **Parties** » : désigne au pluriel, ensemble OCODE et l'Utilisateur. Au singulier, désigne une seule des deux Parties ;
- « **Plateforme** » : désigne la plateforme en ligne accessible à l'adresse suivante <https://www.o-code.co/>.
- « **Utilisateur** » : désigne toute personne qui accède et navigue sur la Plateforme.

ARTICLE 3. ACCEPTATION DES CONDITIONS GENERALES D'UTILISATION

L'utilisation des fonctionnalités de la Plateforme implique l'acceptation expresse des présentes CGU.

Ainsi, l'Utilisateur s'engage à lire attentivement les présentes Conditions Générales d'Utilisation lors de l'accès à la Plateforme et est invité à les imprimer, les télécharger et à en conserver une copie.

Il est précisé que les présentes CGU sont référencées en bas de chaque page de la Plateforme au moyen d'un lien hypertexte et peuvent ainsi être consultées à tout moment.

ARTICLE 4. SPECIFICATIONS TECHNIQUES

En utilisant la Plateforme, l'Utilisateur reconnaît disposer des moyens et compétences nécessaires à l'utilisation des fonctionnalités proposées sur la Plateforme.

Les équipements nécessaires à l'accès et à l'utilisation de la Plateforme sont à la charge de l'Utilisateur de même que les frais de télécommunications éventuellement induits par leur utilisation.

ARTICLE 5. OBLIGATION DES PARTIES

▪ Article 5.1. Obligations des Utilisateurs

Dans le cadre de l'utilisation de la Plateforme, chaque Utilisateur s'engage à ne pas porter atteinte à l'ordre public et à se conformer aux lois et règlements en vigueur, à respecter les droits des tiers et les dispositions des présentes Conditions Générales d'Utilisation.

Chaque Utilisateur a pour obligation de :

- Se comporter de façon loyale et licite à l'égard de OCODE et des tiers ;
- Être honnête et sincère dans les informations fournies à OCODE et aux tiers Utilisateurs ;
- Utiliser la Plateforme conformément à son objet tel que décrit dans les présentes Conditions Générales d'Utilisation ;
- Ne pas détourner la finalité de la Plateforme pour commettre des crimes, délits ou contraventions réprimés par le Code pénal ou par toute autre loi ;
- Respecter la vie privée des tiers et la confidentialité des échanges ;
- Respecter les droits de propriété intellectuelle de OCODE portant sur les éléments de la Plateforme et le cas échéant, les droits de propriété intellectuelle des autres Utilisateurs ;
- Ne pas chercher à porter atteinte au sens des articles 323-1 et suivants du Code pénal aux systèmes de traitements automatisés de données mis en œuvre sur la Plateforme, notamment par l'intermédiaire de pratiques telles que le *scrapping* ;
- Ne pas modifier les informations mises en ligne par OCODE ou par un autre Utilisateur ;
- Ne pas utiliser la Plateforme pour envoyer massivement des messages non sollicités (publicitaires ou autres) ;
- Ne pas diffuser des données ayant pour effet de diminuer, de désorganiser, de ralentir ou d'interrompre le fonctionnement normal de la Plateforme.

Dans le respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur et conformément à la loi du 29 juillet 1881 relative à la liberté de la presse, l'Utilisateur s'engage à ne pas diffuser de message ou information :

- Constitutifs de dénigrement fautif visant OCODE ou les autres Utilisateurs de la Plateforme ;
- Contraires à l'ordre public et aux bonnes mœurs ;
- À caractère injurieux, diffamatoire, raciste, xénophobe, révisionniste ou portant atteinte à l'honneur ou à la réputation d'autrui ;
- Incitant à la discrimination, à la haine d'une personne ou d'un groupe de personnes à raison de leur origine ou de leur appartenance ou de leur non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée ;
- Menaçant une personne ou un groupe de personnes ;
- À caractère pédophile ;
- Incitant à commettre un délit, un crime ou un acte de terrorisme ou faisant l'apologie des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité ;
- Incitant au suicide ;
- Permettant à des tiers de se procurer directement ou indirectement des logiciels piratés, des numéros de série de logiciels, des logiciels permettant des actes de piratage et d'intrusion dans les systèmes informatiques et de télécommunications, des virus et autres bombes logiques et d'une manière générale tout outil logiciel ou autre permettant de porter atteinte aux droits d'autrui et à la sécurité des personnes et des biens.

▪ Article 5.2. Obligations de OCODE

L'obligation générale de OCODE est une obligation de moyens. Il ne pèse sur OCODE aucune obligation de résultat ou de moyens renforcée d'aucune sorte.

OCODE s'engage à mettre tous les moyens en œuvre pour assurer une continuité d'accès et d'utilisation de la Plateforme 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24 hors périodes de maintenance.

OCODE attire toutefois l'attention des Utilisateurs sur le fait que les protocoles actuels de communication via Internet ne permettent pas d'assurer de manière certaine et continue la transmission des échanges électroniques (messages, documents, identité de l'émetteur ou du destinataire).

ARTICLE 6. RESPONSABILITE

▪ Article 6.1. Principes généraux

OCODE décline toute responsabilité notamment :

- En cas d'impossibilité d'accéder temporairement à la Plateforme pour des opérations de maintenance technique ou d'actualisation des informations publiées. Les Utilisateurs reconnaissent que la responsabilité de OCODE ne saurait être engagée en cas de dysfonctionnements ou d'interruptions des réseaux de transmission ;
- En cas d'attaques virales, intrusion illicite dans un système de traitement automatisé de données ;
- En cas d'utilisation anormale ou d'une exploitation illicite de la Plateforme par un Utilisateur ou un tiers ;
- Relativement au contenu des sites internet tiers vers lesquels renvoient des liens hypertextes présents sur la Plateforme ;
- En cas d'usurpation de l'identité de l'Utilisateur ;
- En cas de non-respect des présentes Conditions Générales d'Utilisation imputable aux Utilisateurs ;
- En cas de retard ou d'inexécution de ses obligations, lorsque la cause du retard ou de l'inexécution est liée à un cas de force majeure telle qu'elle est définie à l'article 7 des présentes Conditions Générales d'Utilisation ;
- En cas de cause étrangère non imputable à OCODE ;
- En cas d'inexactitude des informations renseignées par les Utilisateurs sur la Plateforme.

En cas d'utilisation anormale ou d'une exploitation illicite de la Plateforme, l'Utilisateur est alors seul responsable des dommages causés aux tiers et des conséquences des réclamations ou actions qui pourraient en découler.

▪ Article 6.2. Statut d'hébergeur

Les Utilisateurs reconnaissent que OCODE a la qualité d'hébergeur au sens de l'article 6 I 2° de la loi du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique dite LCEN.

A ce titre, OCODE se réserve la possibilité de retirer tout contenu qui lui aura été signalé et qu'il considérera comme manifestement illicite au sens de l'article 6 I 2° de la LCEN.

La notification des contenus manifestement illicites par un Utilisateur ou tout autre tiers doit se faire par courrier électronique à l'adresse : legal@o-code.co ou par courrier en recommandé avec avis de réception à : OCODE – Service juridique 11 rue la Fayette 44 000 Nantes.

Conformément à l'article 6 I 5° de la LCEN, la notification, pour être valide, doit reprendre les éléments suivants :

- La date de la notification ;
- Si le notifiant est une personne physique : ses nom, prénoms, profession, domicile, nationalité, date et lieu de naissance ; si le requérant est une personne morale : sa forme, sa dénomination, son siège social et l'organe qui la représente légalement ;
- Les nom et domicile du destinataire ou, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination et son siège social ;
- La description des faits litigieux et leur localisation précise ;

- Les motifs pour lesquels le contenu doit être retiré, comprenant la mention des dispositions légales et des justifications de faits ;
- La copie de la correspondance adressée à l'auteur ou à l'éditeur des informations ou activités litigieuses demandant leur interruption, leur retrait ou leur modification, ou la justification de ce que l'auteur ou l'éditeur n'a pu être contacté.

ARTICLE 7. FORCE MAJEURE

La responsabilité de OCODE ne pourra pas être mise en œuvre si la non-exécution ou le retard dans l'exécution de l'une de ses obligations décrites dans les présentes Conditions Générales d'Utilisation découle d'un cas de force majeure tel que défini par la jurisprudence des cours et tribunaux français.

Si l'empêchement est temporaire, l'exécution de l'obligation est suspendue à moins que le retard qui en résulterait ne justifie la résolution du contrat. Si l'empêchement est définitif, le contrat est résolu de plein droit et les parties sont libérées de leurs obligations dans les conditions prévues aux articles 1351 et 1351-1 du Code civil.

En cas de survenance d'un des événements susvisés, OCODE s'efforcera d'informer l'Utilisateur dès que possible.

ARTICLE 8. PROPRIETE INTELLECTUELLE

L'Utilisateur reconnaît les droits de propriété intellectuelle de OCODE sur la Plateforme, ses composantes et les contenus y afférent et renonce à contester ces droits sous quelle que forme que ce soit.

Les marques, logos, slogans, graphismes, photographies, animations, vidéos, solutions logicielles et textes et tout autre contenu sur la Plateforme, *à l'exception le cas échéant des contenus relatifs aux Utilisateurs*, sont la propriété intellectuelle exclusive de OCODE et ne peuvent être reproduits, utilisés ou représentés sans autorisation expresse sous peine de poursuites judiciaires.

Toute représentation ou reproduction, totale ou partielle, de la Plateforme et de son contenu, par quel que procédé que ce soit, sans l'autorisation préalable expresse de OCODE, est interdite et constituera une contrefaçon sanctionnée par les dispositions du Code de la Propriété Intellectuelle.

En particulier, OCODE interdit expressément :

- L'extraction, par transfert permanent ou temporaire de la totalité ou d'une partie qualitativement ou quantitativement substantielle du contenu de sa base de données sur un autre support, par tout moyen et sous quelque forme que ce soit ;
- La réutilisation, par la mise à la disposition du public de la totalité ou d'une partie qualitativement ou quantitativement substantielle du contenu de la base, quelle qu'en soit la forme ;
- La reproduction, l'extraction ou la réutilisation, par tout moyen, y compris les méthodes assimilables au *scraping* des contenus (photographies, description etc...) publiés par OCODE.

L'acceptation des présentes CGU vaut reconnaissance par les Utilisateurs des droits de propriété intellectuelle de OCODE et engagement à les respecter.

OCODE accorde une licence personnelle, non-exclusive et non cessible aux Utilisateurs les autorisant à utiliser la Plateforme et les informations qu'elle contient conformément aux présentes CGU.

Toute autre exploitation de la Plateforme et de son contenu est exclue du domaine de la présente licence et ne pourra être effectuée sans l'autorisation préalable expresse de OCODE.

ARTICLE 9. SERVICE UTILISATEURS

Toute question ou réclamation concernant l'utilisation ou le fonctionnement de la Plateforme peut être formulée selon les modalités suivantes :

- Par courrier électronique à : contact@o-code.co
- Par courrier à : O°CODE – Service Utilisateurs – 11 rue la Fayette 44000 Nantes

ARTICLE 10. VALIDITE DES CGU

Si l'une quelconque des stipulations des présentes CGU venait à être déclarée nulle au regard d'une disposition législative ou réglementaire en vigueur et/ou d'une décision de justice ayant autorité de la chose jugée, elle sera réputée non écrite mais n'affectera en rien la validité des autres clauses qui demeureront pleinement applicables.

Une telle modification ou décision n'autorise en aucun cas les Utilisateurs à méconnaître les présentes Conditions Générales d'Utilisation.

ARTICLE 11. MODIFICATION DES CGU

Les présentes CGU s'appliquent à tout Utilisateur navigant sur la Plateforme.

Les CGU pourront être modifiées et mises à jour par OCODE à tout moment, notamment pour s'adapter à l'évolution législative ou réglementaire. Une notification sera alors adressée aux Utilisateurs pour les prévenir des modifications effectuées.

Les CGU applicables sont celles en vigueur au moment de la navigation sur la Plateforme.

ARTICLE 12. DISPOSITIONS GENERALES

Aucune indication, ni aucun document ne pourra engendrer d'obligation non comprise dans les présentes CGU, s'il ne fait l'objet d'un nouvel accord entre les Parties.

Les Parties déclarent en outre que les présentes CGU ne peuvent en aucun cas être considérées comme un acte constitutif de personne morale ou d'une entité juridique quelconque, et que toute forme d'« *affectio societatis* » est formellement exclue de leurs relations.

Le fait que l'une des Parties n'ait pas exigé l'application d'une clause quelconque des présentes CGU, que ce soit de façon permanente ou temporaire, ne pourra en aucun cas être considéré comme une renonciation à ladite clause.

En cas de difficulté d'interprétation entre l'un quelconque des titres figurant en tête des clauses, et l'une quelconque de celles-ci, les titres seront déclarés inexistantes.

ARTICLE 13. COMPETENCE ET DROIT APPLICABLE

LES PRESENTES CGU AINSI QUE LES RELATIONS ENTRE L'UTILISATEUR ET OCODE SONT REGIES PAR LE DROIT FRANÇAIS.

EN CAS DE LITIGE, SEULS LES TRIBUNAUX FRANÇAIS SERONT COMPETENTS.

En cas de différend survenant entre OCODE et un Utilisateur au sujet de l'interprétation, de l'exécution ou de la résiliation des présentes, les Parties s'efforceront de le régler à l'amiable.

General Terms of Use



ANY USE MADE ON ANY BASIS WHATSOEVER OF THE WEBSITE IMPLIES, IN ALL CASES, UNCONDITIONAL ACCEPTANCE, BY THE USER, OF THE PRESENT GENERAL TERMS OF USE (GTU).

ARTICLE 1. PURPOSE

The company OCODE (*hereinafter "OCODE"*) publishes and operates the website at the following address <https://www.o-code.co/> (*hereinafter "the Platform"*).

The purpose of the present GTU concluded between OCODE (*OCODE, a French Société par actions simplifiée, Registered within La Roche-Sur-Yon's Trade and Register Companies under number 822 879 128, having its registered office at 322 B Route du Puy Charpentreau, 85000 LA ROCHE-SUR-YON, FRANCE*) and the User is to determine the contractual provisions relating to the Parties' respective rights and obligations in connection with use of the Website.

ARTICLE 2. DEFINITIONS

In the present GTU the terms below have the following meanings:

- **"General Terms of Use" or "GTU" or "Contract"**: refers to the present contractual terms made available on the Platform's home page in order to regulate use of it by all Users;
- **"Parties"**: refers, in the plural, to OCODE and the User. In the singular, refers to a single one of the Parties;
- **"Platform" or "Website"**: refers to the online platform available at the following address: <https://www.o-code.co/>.
- **"User"**: refers to all persons or entities which access and browse the Platform.

ARTICLE 3. ACCEPTANCE OF THE GENERAL TERMS OF USE

Use of the functions of the Platform implies express acceptance of the present GTU.

The User thus undertakes to read the present GTU attentively when logging into the Platform, and is invited to print them, download them and keep a copy of them.

It should be noted that the present GTU are referenced at the foot of each page of the Platform by means of a hypertext link, and thus can be viewed at any time.

ARTICLE 4. TECHNICAL SPECIFICATIONS

By using the Platform the User acknowledges that it has the means and competences required to use the functions available on the Platform.

The equipment required to log into and use the Platform are the User's responsibility, as are any telecommunications costs which may be incurred through their use.

ARTICLE 5. PARTIES' OBLIGATION

▪ Article 5.1. User's Obligations

When using the Platform each User undertakes not to commit any public order offence, to comply with the laws and regulations in force, and to respect the rights of third parties and the provisions of the present General Terms of Use.

Each User is obliged:

- To behave in an honest and legal manner towards OCODE and third parties;
- To be honest and truthful in terms of the information given to OCODE and to third-party Users;
- To use the Platform in accordance with its purpose as described in the present General Terms of Use;
- Not to misappropriate the purpose of the Platform to commit crimes, offences or petty offences sanctioned by the Criminal Code or by any other law;
- To respect the privacy of third parties and the confidentiality of communications;
- To respect OCODE's intellectual property rights relating to the elements of the Platform and, if applicable, the intellectual property rights of other Users;
- Not to seek to cause damage within the meaning of articles 323-1 and following of the Criminal Code to the automated data processing systems used on the Platform, in particular by means of practices such as scraping;
- Not to modify the data put online by OCODE or by another User;
- Not to use the Platform to send bulk unsolicited messages (whether advertising or other);
- Not to disseminate data in a manner which has the effect of reducing, disrupting, slowing or interrupting normal operation of the Platform.

Pursuant to the legal and statutory provisions in force, and pursuant to the law of 29 July 1881 relating to press freedom, the User undertakes not to distribute any messages or information:

- Constituting wrongful disparagement regarding OCODE or the other Users of the Platform;
- Contrary to public order and good moral standards;
- Having an injurious, defamatory, racist, xenophobic or revisionist character, or causing prejudice to the honour or reputation of others;
- Inciting to discrimination, hatred of a person or group of persons due to their origin, or the fact that they may or may not belong to a determined ethnic group, nation, race or religion;
- Threatening a person or legal entity, or a group of persons or legal entities;
- Which is paedophilic in nature;
- Inciting the commission of an offence, a crime or an act of terrorism, or which is apologist for war crimes or crimes against humanity;
- Inciting to suicide;
- Enabling third parties to procure, directly or indirectly, pirated applications, series numbers of applications, applications allowing acts of piracy and of intrusion into computer and telecommunication systems, viruses and other logic bombs, and generally all application or other tools enabling the rights of other parties and the security and safety of persons or property to be impaired.

▪ Article 5.2. OCODE's Obligations

OCODE's general obligation is a duty to exercise skill and care. It does not give OCODE any obligation to produce a specific result or an enhanced duty to exercise skill and care of any kind.

OCODE undertakes to strive to the best of its ability to provide continuous access and use of the Platform 7 days per week, 24 hours per day, except during periods of maintenance.

However, OCODE draws Users' attention to the fact that current Internet communication protocols do not enable transmission of electronic exchanges (messages, documents, identity of the issuer or recipient) to be guaranteed definitely and continuously.

ARTICLE 6. LIABILITY

▪ Article 6.1. General principles

OCODE declines all liability, and in particular:

- In the event of temporary inability to access the Platform due to technical maintenance operations or operations to update published information. Users acknowledge that OCODE cannot be held liable in the event of malfunctions or interruptions of the said transmission networks;
- In the event of viral attacks or illegal intrusion into automated data processing systems;
- In the event of abnormal use or illegal exploitation of the Platform by a User or a third party;
- Relating to the content of third-party websites to which hypertext links present on the Platform link;
- In the event of theft of the User's identity;
- If the present General Terms of Use are breached for reasons attributable to Users;
- In the event of late performance of the obligations or failure to perform them, when the cause of the delay or failure to perform is related to a case of force majeure, as defined in article 9 of the present General Terms of Use;
- In the event of an unrelated cause not attributable to OCODE;
- If information entered by Users on the Platform is inaccurate;

In event of abnormal use or illegal exploitation of the Platform the User shall then be solely liable for damage caused to third parties and for the consequences of any claims or actions which may result therefrom.

▪ Article 6.2. Status of hosting provider

Users acknowledge that OCODE has the capacity of hosting provider within the meaning of article 6 I 2° of the law of 21 June 2004 for confidence in the digital economy, known as the LCEN law.

This being so, OCODE reserves the option of removing all content which is reported to it which it considers to be manifestly illegal within the meaning of article 6 I 2° of the LCEN.

Notification of manifestly illegal content by a User or any other third party must be made by email to the address legal@o-code.co or by registered letter with acknowledgement of receipt to: OCODE – *Service juridique 11 rue la Fayette 44 000 Nantes*.

Pursuant to article 6 I 5° of the LCEN, in order to be valid, such notification must contain the following information:

- The date of the notification;
- If the notifier is a natural person: their surname, first names, profession, domicile, nationality and date and place of birth; if the applicant is a legal entity: its form, corporate designation and registered office, and the organ which legally represents it;
- The name and domicile of the recipient or, if it is a legal entity, its corporate designation and its registered office;
- A description of the facts at issue and their precise location;
- The reasons why the content must be removed, including any reference to legal provisions, and evidence;
- A copy of any correspondence sent to the author or publisher of the information or activities at issue requesting their interruption, their removal or their modification, or proof that the author or publisher could not be contacted.

ARTICLE 7. FORCE MAJEURE

OCODE may not be held liable if failure to perform or late performance of one of its obligations described in the present General Terms of Use is due to a case of force majeure, as defined by case law of the French lower and appeal courts.

If the impediment is temporary, performance of the obligation shall be suspended unless the delay which this would cause justifies termination of the contract. If the impediment is definitive, the contract shall be terminated as of right, and the parties shall be released from their obligations on the terms stipulated in articles 1351 and 1351-1 of the Civil Code.

If one of the above-mentioned events occurs OCODE shall strive to inform the User thereof as rapidly as possible.

ARTICLE 8. INTELLECTUAL PROPERTY

The User acknowledges the intellectual property rights of OCODE over the Platform, its component elements and the contents relating thereto, and waives the right to challenge these rights in any manner whatsoever.

The trademarks, logos, slogans, graphics, photographs, animations, videos, application solutions and texts, and other content on the Platform, *excluding, if applicable, content relating to the Users*, are OCODE's exclusive intellectual property, and cannot be reproduced, used or represented without express authorisation, failing which legal proceedings may be brought.

Any representation or reproduction, whether total or partial, of the Platform and of its content, by any process whatsoever, without OCODE's prior, express authorisation, is prohibited, and shall constitute an infringement of copyright sanctioned by the provisions of the Intellectual Property Code.

In particular, OCODE expressly prohibits:

- Extraction, by permanent or temporary transfer, of all or a qualitatively or quantitatively substantial part of the content of its database to any other medium, by any means and in any manner whatsoever;
- Re-use, by making available to the public all or a qualitatively or quantitatively substantial part of the basic content, whatever the form thereof;
- Reproduction, extraction or re-use, by any means, including methods comparable to scraping of the contents (photographs, description, etc.) published by OCODE.

Acceptance the present GTU is equivalent to acknowledgement by the Users of OCODE's intellectual property rights, and to an undertaking to comply with them.

OCODE grants a personal, non-exclusive and non-assignable licence to Users authorising them to use the Platform and the data it contains pursuant to the present GTU.

Any other use of the Platform or its content is excluded from the scope of the present licence, and may not be made without OCODE's prior, express authorisation.

ARTICLE 9. USERS SERVICE

All questions or complaints concerning use or operation of the Platform can be made as follows:

- By email to: contact@o-code.co
- By letter to: OCODE – Service Utilisateurs – 11 rue la Fayette 44000 Nantes, France

ARTICLE 10. VALIDITY OF THE GTU

If any of the stipulations of the present GTU were to be invalid pursuant to a legislative or statutory provision in force and/or a legal ruling with the authority of *res judicata*, it shall be deemed to be unwritten, but shall not affect in any way the validity of the other clauses, which shall remain applicable in full.

Such a modification or decision shall under no circumstance authorise the Users to disregard the present GTU.

ARTICLE 11. AMENDMENT OF THE GTU

The present GTU apply to all Users browsing the Platform.

The GTU may be amended and updated by OCODE at any time, in particular in response to legislative or regulatory changes. Notification shall then be sent to the Users to inform them of the amendments made.

The applicable GTU are those in force when browsing the Platform.

ARTICLE 12. GENERAL PROVISIONS

No indication or document may give rise to an obligation not included in the present GTU, if it is not covered by a new agreement between the Parties.

The Parties also declare that the present GTU may under no circumstances be considered to be a deed constituting a corporation or a legal entity of any kind, and that all forms of "*affectio societatis*" are formally excluded from their relations.

If one of the Parties has not required application of any clause of the present GTU, whether permanently or temporarily, this may under no circumstances be considered as a waiver of the said clause.

In the event of a difficulty of interpretation between any of the titles shown at the start of the clauses and any of the clauses, the titles shall be declared to be non-existent.

ARTICLE 13. JURISDICTION AND APPLICABLE LAW

THE PRESENT GTU AND RELATIONS BETWEEN THE USER AND OCODE ARE REGULATED BY FRENCH LAW.

IN THE EVENT OF DISPUTE THE FRENCH COURTS SHALL HAVE EXCLUSIVE JURISDICTION.

In the event of a disagreement arising between OCODE and a User regarding interpretation, performance or cancellation hereof, the Parties shall strive to settle it amicably.